

Edito

Une question de confiance

Par Francis Van de Woestyne

Le PS a sorti son artillerie lourde pour plaider en faveur d'un gouvernement fédéral sans la N-VA. Maintenant que les socialistes sont assurés de gouverner les Régions, ils jettent donc leur dévolu sur le fédéral. Qu'en penser ?

Une évidence s'impose : il faudra, in fine, abandonner un des deux principaux partis politiques du pays. Celui qui a dominé la Flandre ou celui qui s'est imposé en Wallonie et à Bruxelles. Au fédéral, ce sera le PS ou la N-VA. Dès lors, Paul Magnette et Elio Di Rupo houpillent les libéraux et les humanistes, pressentis pour convoler avec la N-VA ; ne vous alliez pas aux nationalistes que vous avez tant vilipendés pendant la campagne ! Facile à dire pour un parti qui a négocié avec la N-VA pendant 450 jours il y a 4 ans. Cela dit, les socialistes auraient tort de paniquer. Car soit l'informateur royal passe ses journées à regarder les matchs du Mondial et à acclamer nos valeureux Diables, soit il ne parvient pas à convaincre 4 partis de le rejoindre. Car il lui manque un élément essentiel : la confiance des partenaires. D'ordinaire, la mission d'information ne consiste pas à entamer une négociation sur la base d'une note. Il s'agit seulement de trouver des formations qui acceptent de s'engager. Or là. Rien ou si peu. Car pour les partis francophones, tant le MR que le CDH, le programme sur lequel la N-VA entend négocier est toujours, sauf avis contraire, celui – inacceptable – de la N-VA. Et si Bart De Wever présente une note de compromis, ses ouailles découvriront l'ampleur des concessions possibles.

Contrairement à Marc Wimots, Bart De Wever est encore bien loin d'accéder aux 8^{es} de finale. Il n'a toujours pas réussi à créer une équipe. Normal : son but n'est pas nécessairement de faire gagner la Belgique.